



mai 2010

Augmentation du prix du GAZ:

NE LAISSONS PAS PASSER !

Les premières factures vont arriver prenant compte de l'augmentation de 10% (9,7%) des tarifs du gaz depuis le 1^{er} avril 2010.

Usagers, salariés, nous ne pouvons pas accepter ce coup porté au pouvoir d'achat et au service public.

Selon les chiffres officiels, la ponction annuelle va atteindre 85 euros par ménage se chauffant au gaz. **Beaucoup n'en peuvent déjà plus.** Depuis 2004, les tarifs du gaz ont déjà augmenté globalement de 35%, malgré le recul des cours mondiaux. En 2009, 5 millions d'usagers ont eu des retards de paiement de leurs factures d'énergie. Le tarif dit « social » ne s'applique qu'à un petit nombre et, ne l'oublions pas, il est payé en fait pas les autres consommateurs, moins pauvres.

Avec la nouvelle hausse, GDF-Suez va encore engranger **un milliard d'euros supplémentaires sur le dos des usagers domestiques.** Où va aller cet argent ?

D'abord vers les profits et les actionnaires privés qui possèdent 65% de l'entreprise ! En 2009, le bénéfice net de l'entreprise a atteint 4,5 milliards d'euros. **Pour 2009, les actionnaires vont en croquer 3,3 milliards !** Leurs dividendes ont encore augmenté de 5% cette année, de 34% depuis 2006.

Ensuite, GDF-Suez utilise son excédent d'exploitation, réalisé sur les usagers (14 milliards d'euros dont la moitié en France), pour mener **la guerre mondiale de la concurrence au profit de la finance.** Avec notre argent, GDF-Suez rachète, à coup de milliards, des entreprises en Grande-Bretagne, au Pérou... pour piller d'autres usagers. Le comble, c'est que cet argent sert aussi à concurrencer EDF en France même. GDF-Suez est sur les rangs pour construire une centrale nucléaire dans la Vallée du Rhône. Pendant ce temps là, EDF veut installer un terminal gazier à Dunkerque.

La concurrence et la loi du profit ruinent le service public. Nous le payons de plus en plus cher, sur nos factures, sur la qualité du service, bientôt sur la sûreté des installations. **Il faut arrêter ce scandale !**

Le pouvoir est directement responsable de la hausse des tarifs.

Il l'a d'ailleurs soigneusement retardée pour qu'elle ne coïncide pas avec la campagne des régionales. Maintenant, il cherche à se défaire derrière une commission bidon qu'il a désignée lui-même (« Commission de régulation de l'énergie ») et qui n'existe que pour délivrer des prétextes à l'explosion des tarifs réglementés. Rien ne justifie la hausse des tarifs, ni l'évolution des coûts d'approvisionnement en gaz naturel, ni les coûts réels des infrastructures et du stockage ! Les uns et les autres ne sont pas divulgués mais on voit le résultat final : les profits records de GDF-Suez !

L'Etat reste aussi actionnaire à 35% de l'ensemble GDF-Suez. Le gouvernement avait expliqué que c'était le moyen de conserver une « minorité de blocage » dans les choix de l'entreprise. Le peuple doit le contraindre à en faire usage, à cesser de faire le jeu des multinationales aux dépens des usagers, des salariés, du pays.

Exigeons ensemble du gouvernement:

- **La suppression de l'augmentation de 9,7% des tarifs du gaz depuis le 1^{er} avril !**
- **Une baisse de ses tarifs de 20% correspondant aux bénéfices non réinvestis de GDF-Suez réalisés en France.**
- **La renationalisation intégrale de GDF, celle d'EDF, la nationalisation des activités de Suez en France.**
- **La fusion de GDF et d'EDF dans un seul opérateur de service public de l'énergie 100% nationalisé.**

La montée des luttes dans le pays, pour les retraites, les salaires, les services publics montrent les forces qui existent pour inverser la politique que nous subissons. La bataille pour le service public national de l'énergie en fait pleinement partie.